

LES FONDEMENTS DU SAVOIR GEOGRAPHIQUE

JEAN-FRANÇOIS DENEUX

GEOGRAPHE, ANCIEN VICE-PRESIDENT ET ADMINISTRATEUR

Comme beaucoup de disciplines, la géographie est une connaissance populaire et spontanée : l'environnement de chaque individu, du plus proche (maison quartier ...) au plus lointain (ce qui est au-delà de l'horizon, la recherche de l'inconnu, de l'étrange ou du rare). La vie quotidienne est toujours géographique (le lieu où l'on se trouve, celui où l'on va, le temps qu'il fait, la direction des vents, la vie des voisins, le trajet vers le lieu de travail ...).

Mais, plus que beaucoup de disciplines, la géographie a été mobilisée par tous les pouvoirs aux fins d'établir puis d'accroître leur autorité sur les peuples. La visée politique est indissociable du développement des connaissances et des ambitions dominatrices sur l'espace et ses populations, à toutes les échelles, celles du pays, de la nation ou de l'empire. La République n'échappe pas à la règle. Ses hussards noirs ont enseigné à tous les jeunes Français l'harmonie du pays, les qualités de ses sols, le courage de ses paysans, la richesse de ses paysages, l'ingéniosité et le labeur des artisans de la Révolution industrielle. *Le Tour de la France par deux enfants* (1877), livre de lecture de l'école primaire, fut le vecteur essentiel de la diffusion des valeurs d'une Nation humiliée par la défaite de 1870.

Mieux encore : le colonialisme de la III^e République a diffusé la connaissance des pays dominés, au prétexte de les « civiliser », tandis que Jules Verne et d'innombrables revues fondaient leurs récits et leurs articles sur l'exotisme, l'étrange, voire l'extraordinaire.

Aussi - et en première approche - on définira le savoir géographique comme science des lieux. Or, les lieux sont à la fois des milieux naturels et des milieux humains. Si bien que pendant vingt-cinq siècles au moins, toutes les sociétés se sont interrogées sur les rapports qu'entretiennent les hommes et la nature.

En Occident, trois questions récurrentes furent l'objet de réflexions relevant de la géographie :

- le milieu naturel et ses qualités propres (chaleur, humidité, végétation ...) a-t-il une influence directe sur les hommes et les sociétés ? A l'origine de cette interrogation, on trouve Hippocrate et la théorie des humeurs ;

- les sociétés modifient le milieu pour satisfaire leurs besoins (notamment alimentaires). Cette observation se retrouve aussi bien chez Platon que chez Buffon ;

- la Terre fut-elle créée par Dieu (ou les Dieux) pour les hommes ? Et leurs actions sont-elles conformes au projet divin ? La bonté du créateur expliquerait ... la biodiversité.

Ces trois questions sont révélatrices du statut de la géographie : c'est une discipline qui est traditionnellement *descriptive* ; elle s'efforce d'articuler dans une même réflexion les éléments naturels et les éléments humains ; elle fut toujours confrontée au problème de l'explication globale des lieux et longtemps marquée par les références à la fois théologiques (jusqu'au XIV^e siècle) et téléologiques (jusqu'au milieu du XIX^e siècle).

L'émergence de la géographie dans le champ scientifique, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, exigeait l'établissement d'un système explicatif des lieux. Dès lors, ceux qui sont considérés comme les fondateurs de la géographie scientifique (Paul Vidal de La Blache et ses élèves) rompent avec la tradition et l'héritage des impulsions politiques, des goûts populaires et des comportements spontanés. Fonder une science, c'est trouver un référentiel démonstratif et reconnu par la communauté des savants. Or, les lieux sont physiques et humains. L'état des sciences – comme l'ambiance ou les convictions scientifiques de l'époque – n'autorisaient guère le recours à une sociologie balbutiante ou à une économie plus tournée vers les cycles temporels que vers les configurations spatiales. Aussi, le corpus d'appui d'une véritable science géographique ne pouvait être que celui des *sciences naturelles*, en l'occurrence la biologie végétale et la géologie, principalement.

Cette démarche trouva sa justification principale dans les thèses de Darwin – et d'un Lamarck revisité à l'occasion. La rupture majeure fut celle du transformisme darwinien : le vivant, l'inerte et les temps géologiques conjugués mettaient toujours en rapport l'évolution des espèces et le milieu naturel. La finalité de la géographie – l'explication des lieux – trouvait là sa référence, ses sources de compréhension. Transférées aux sociétés dans leur environnement et aux temps historiques, ces approches furent plus particulièrement mises en forme par Haeckel (d'où l'*écologie*) et surtout par Ratzel (principalement sous le terme d'*anthropogéographie*).

Venu d'Allemagne, cet héritage fut recueilli par Vidal et ses élèves qui trouvaient alors les éléments d'une synthèse des rapports que les hommes entretiennent avec la nature : l'*adaptation* des sociétés aux milieux naturels (avec les variables naturelles d'une part, sociales d'autre part).

A l'appui, le conventionnalisme fut appelé en renfort, dans le sillage d'H. Poincaré. La démarche est particulièrement bien adaptée à l'ambition de l'époque : le conventionnalisme ne cherche pas de causes premières mais s'efforce de montrer les relations entre les éléments, de démontrer les mécanismes de fonctionnement d'une combinaison (que l'on appellera plus tard un système). Or, la géographie traitant à la fois des éléments naturels et des composantes humaines ne pouvait proposer une causalité unique – sauf à succomber à la tentation d'un déterminisme naturel vite frappé d'impertinence. Dans ces conditions, montrer les articulations des sociétés (dans toutes leurs variétés de culture et de civilisation) avec la nature (dans toutes ses configurations climatiques ou morphologiques) passait par le conventionnalisme et, notamment, par le possibilisme et l'organicisme. Au delà de raisonnements simples (les virtualités du milieu sont inégalement exploitées par les sociétés en fonction de leurs cultures ; les lieux sont assimilables aux organes d'un corps identifié au « tout terrestre » ...), restait l'énigme de la configuration particulière de chaque lieu. Pour la résoudre, il n'y eut d'autre recours que la contingence frappant toute œuvre des hommes...

On trouve là les principales limites de la scientificité revendiquée (et reconnue par L. Febvre et les historiens de l'école des Annales) : la première réside dans le caractère irréductible de chaque lieu ; la seconde est directement liée à l'association systématique, en ces mêmes lieux, de la nature et de la société et, par conséquent, d'*instances explicatives le plus souvent incompatibles* – sauf à verser dans une sociobiologie suspecte ou à retrouver Hippocrate.

Dès lors, on ne s'étonnera pas que les géographes de la première moitié du XX^e siècle, tout en se réclamant des fondateurs, aient, de fait, développé deux approches indépendantes l'une de l'autre : une géographie physique développant des raisonnements analogues à ceux des sciences « dures », mettant en œuvre des procédures de validation expérimentale, manœuvrant des outillages

sophistiqués au sein de laboratoires empruntant à la physique et à la chimie ; une géographie humaine s'inspirant toujours de l'histoire économique et sociale et se rapprochant de plus en plus de l'ethnologie, de la sociologie puis de l'économie (et rarement des sciences politiques). On s'aventurait parfois à tenter une synthèse propre à chaque lieu. Mais la géographie scientifique transmise aux lycéens et aux étudiants fut très souvent dévoyée : plutôt que les combinaisons propres à chaque contrée, on présentait plutôt, sous la forme d'un catalogue, les contraintes et les ressources naturelles d'abord, les populations et les activités ensuite. Et les œuvres de référence étaient clairement séparées : d'un côté, une nature sans les hommes (ou même avant les hommes) ; de l'autre, une société dans ses villes et ses campagnes. En somme, les géographes avaient dépassé l'ambiguïté fondatrice en approfondissant chacune des « branches » du savoir géographique, quitte à perdre de vue *l'unité de lieu de la géographie classique*.

En Angleterre et aux États-Unis d'abord (années 1960), en France ensuite (années 1970), une rupture épistémologique s'affirma : la géographie devait devenir une *véritable* science. Pour cela, il lui fallait respecter les exigences d'une science « dure ». Quatre propositions furent avancées pour refonder la géographie :

- formuler des lois et construire des modèles que le chercheur validera en s'inspirant du néopositivisme (Popper) ;
- exprimer ces lois sous une forme mathématique, en utilisant massivement les ressources informatiques ;
- chercher à dépasser la contingence des particularités spatiales et des événements observés en puisant dans l'arsenal des méthodes stochastiques ;
- ce faisant, pouvoir proposer des solutions efficaces pour l'aménagement du territoire.

Cette tendance dominante s'accompagna de *la migration du référentiel scientifique* qui repose alors sur deux piliers :

- les hommes et les sociétés « produisent » de l'espace (en fait : organisent leur espace) ; les sciences naturelles deviennent tout à fait secondes, voire mineures. Comprendre les lieux, les analyser, les expliquer et prévoir leur évolution revient à mobiliser l'ensemble des acquis des sciences sociales et des sciences économiques ;

- *plutôt que la nature, c'est l'espace qui devient l'invariant majeur* : les distances, l'éloignement, l'espacement ... En somme, les propriétés physiques et mathématiques de toute surface ou de tout volume traversé par des flux joignant des pôles de masse inégale.

La mise en œuvre de ces ambitions et de ces références a mené à l'élaboration de l'analyse spatiale. La géographie se veut alors science *de l'espace* énonçant des *lois de l'espace*.

Ces convictions ont conduit de nombreux géographes à développer deux démarches :

- le transfert de notions de physique à la géographie : l'analyse de l'espace se réfère principalement à la loi de la gravitation universelle (Newton) ; elle mobilise des termes de physique (entropie, négentropie ...), se tourne même vers les fractales et s'interroge sur la théorie du chaos ; dans cet esprit, elle emprunte aux différentes méthodes d'analyse des événements aléatoires (théorie des jeux ...)

- la production de modèles : les plus utilisés furent ceux de *l'économie spatiale* ; en fait, il s'agissait surtout de reprendre, pour tenter de les valider, des théories émises au XIX^e et au début du XX^e siècle ; dans tous les cas il s'agit de modèles de *répartition* des activités économiques ; par ailleurs furent utilisés des *modèles de lieux*, à l'image de ceux réalisés pour les villes par les

sociologues de l'école de Chicago. En France, le géographe R. Brunet propose des modèles de lieux construits à partir de ce qu'il nomme des « chorèmes », c'est à dire des structures élémentaires de tout espace (points et pôles, lignes et distances, gravitation et flux, aires et gradients ...).

Était-on enfin parvenu à fonder une « véritable » science ?

- La formulation de lois générales se heurte à deux problèmes jusqu'ici non résolus : chaque lieu est spécifique, ce qui signifie que les invariants propres aux réflexions structuralistes se heurtent toujours aux héritages historiques, aux comportements irrationnels, aux caractéristiques culturelles. En d'autres termes, l'explication des contrées, des régions, des territoires par *l'espace lui-même* réduit l'individu à l'état d'« insecte social » obéissant aux stimuli de l'espace, et ignore délibérément la part de liberté dont jouissent les hommes. De plus, les « lois » de répartition supposent souvent l'isotropie d'un espace qui est fondamentalement anisotrope.

- Par ailleurs, la validation néopositiviste est un leurre en géographie : les chercheurs n'ont abouti qu'à organiser le raisonnement permettant de comprendre les formes originales de l'organisation d'un espace particulier déjà connu. Chaque lieu n'est pas reproductible, même s'il occupe des positions géographiques analogues.

- Les limites de cette scientificité revendiquée sont révélées par les échecs de l'aménagement du territoire. Contrairement à l'espoir formulé, l'analyse spatiale n'a pas conduit à corriger les déséquilibres majeurs. Au demeurant, comment pourrait-on croire que c'est en agissant sur l'espace que l'on modifie la société ? Ce n'est plus de néopositivisme qu'il s'agit mais de néodéterminisme physique.

- Enfin, il y a bien une contradiction de fond dans la démarche : d'un côté, on se réfère à des lois *de* l'espace, et donc à un espace « en soi » ; de l'autre côté, on se fonde sur les analyses des sciences sociales, voire sur le matérialisme historique, en tout cas sur la capacité des sociétés à construire leur propre espace ...

Cela explique l'émergence et le développement d'une autre science géographique, initiée après la Deuxième Guerre mondiale et développée depuis une quinzaine d'années.

Affirmant son ancrage dans les sciences sociales, une géographie qualifiable d'humaniste – faute de mieux – est identifiable. La géographie est alors une discipline étudiant les comportements et les réalisations des hommes et des sociétés. Ce n'est plus l'espace – fût-il naturel ou physique – qui est premier, c'est le groupe social ou l'individu. L'espace, qui fonde pourtant la géographie, n'est objet d'étude que par l'intermédiaire des significations et des valeurs qui lui sont attribuées. En d'autres termes, il n'y a plus d'espace « en soi », il n'y a que des espaces de quelque chose ou de quelqu'un, étant entendu qu'il peut s'agir d'un groupe (famille, tribu, ethnie, classe, clan, caste, entreprise ...).

Quatre aspects dominent cette géographie.

- L'objet de l'étude s'identifie de plus en plus aux formes de toute territorialisation. *Le territoire*, qui devient le maître mot de cette géographie, étant défini comme lieu d'appartenance et d'identification, comme lieu de médiation entre les hommes et leur culture (d'où l'expression fréquente de « *géographie culturelle* »).

- Les références scientifiques changent : plutôt qu'à Newton, Einstein, ou même Lévi-Strauss, on se réfère à Heidegger (et rarement à Husserl). L'initiateur de cette démarche (le géographe Eric Dardel) revendique l'anthropocentrisme. En somme, la réalité n'est géographique que pour l'homme.

Truisme, dira-t-on. Sans doute, mais en replaçant le sujet au cœur de la discipline, la démarche inverse l'ordre des valeurs de la géographie classique et de la géographie néopositiviste.

- Dans ces conditions, les recherches sur l'espace deviennent celles sur l'*espace vécu* : l'identification des lieux, leur différenciation, est liée aux différentes perceptions et aux différentes représentations de l'individu ou du groupe. Dès lors, outre les conditions sociales et économiques, les ressources de la psychologie et de la psychanalyse sont mobilisées pour expliciter ces représentations. Ainsi de la tension entre deux pulsions : l'appel de l'inconnu, l'attrait de la découverte, le besoin de renouveau, d'une part, la nécessité de trouver refuge et sécurité dans les lieux familiers, d'autre part. C'est donc d'un élargissement des références scientifiques à l'ensemble des sciences humaines et sociales qu'il s'agit.

- L'histoire est reconvoquée par la géographie : celle des temps longs braudéliens pour identifier les tendances « lourdes » des comportements collectifs, celle des temps courts de l'individu, qu'ils soient concomitants (les lieux des temps du travail, des loisirs, du repos ...) ou successifs (les lieux des temps de l'enfance, de l'adolescence, de l'âge adulte, de la vieillesse et de la mort ...).

Tout cela implique une modification des méthodes. A l'analyse spatiale et aux formulations logico-mathématiques, mal adaptées aux analyses des comportements dans l'espace et à l'interprétation de symboles, succède une sémiologie du paysage, parfois assimilé à un palimpseste. Les analyses de récits ou de films prennent leur place dans le matériel mobilisé par les géographes. Roman, poésie, publicité, chanson, et toutes les formes d'expression susceptibles de révéler les représentations explicitant le comportement dans l'espace, deviennent objet d'étude géographique. Les récits de vie sont mis en rapport avec les lieux. Inversement, les lieux sont porteurs d'identités collectives ou individuelles, ils sont peuplés de « géosymboles ». Plus largement, les propriétés des lieux – végétation particulière, ressources spécifiques, configuration originale – sont interprétées à la lumière de la culture de celui ou de ceux qui les pratiquent ou les exploitent. Ainsi est progressivement identifiée une *ethnogéographie*, qui se rattache aux ethnosciences en général et qui s'alimente prioritairement aux cultures vernaculaires.

Ainsi, cette géographie humaniste ou culturelle mène à une géographie des *identités* qui est en relation forte avec la tendance « post-moderne » : le spécifique l'emporte sur le général, le particulier et le relatif subjuguent la récurrence des régularités dans un monde de juxtapositions spatiales en mosaïque. Les minorités et leurs territorialisations s'affirment face à la mondialisation. En géographie, on est bien passé de la généralité des lois de l'espace aux lieux du sujet et à la construction du sujet dans et par l'espace.

Les fondements du savoir géographique ont radicalement changé. En rupture avec une connaissance populaire et spontanée, maniée par le pouvoir politique, la géographie a d'abord affirmé sa scientificité en s'appuyant sur les sciences naturelles. Elle a ensuite changé de référentiel, s'ancrant de plus en plus clairement dans les sciences humaines et sociales.

Son objet reste le même, décrire et expliquer la différenciation spatiale, mais les convictions et les méthodes permettent aujourd'hui de distinguer *deux savoirs géographiques* :

- l'un considère l'espace comme un en soi, objectivement analysable et modélisable, soit sous la forme de modèles de répartition, soit sous l'angle des modèles de lieux ;

- l'autre considère l'espace comme un pour soi, subjectivement analysable et difficilement modélisable ; l'espace devient constituant et constitutif de la condition humaine.